

La gendarmerie nationale passe à OpenOffice

Fin 2005, ses 70.000 postes seront équipés de la suite non propriétaire OpenOffice. Une migration qui devrait lui permettre d'économiser 2 millions d'euros par an.

« Début de la dictée »

C'est l'une des plus importantes migrations de l'administration française vers les solutions non propriétaires. Délaissant Microsoft Office, la gendarmerie nationale a décidé de migrer ses postes de travail vers la suite bureautique "libre" OpenOffice.

«Depuis fin 2004, nous avons déjà équipé nos unités opérationnelles, brigades de recherches, territoriales et motorisées, et en 2005 nous allons progressivement étendre cette initiative à l'ensemble des postes», indique à *ZDNet* un porte-parole de la gendarmerie.

D'ici donc la fin de l'année, soixante-dix mille ordinateurs, soit la quasi-totalité du parc, seront dotés d'OpenOffice. Cette migration est «gérée en interne», précise le porte-parole. Même chose pour le support technique et la formation.

OpenOffice est utilisé, comme Microsoft Office, pour les «écrits de service», c'est-à-dire la rédaction de rapports, de dépositions ou de procès verbaux. Au passage, les gendarmes auront accès à une suite complète; jusqu'alors, à l'exception des hauts gradés, la plupart d'entre eux disposaient essentiellement de Word et Excel.

« Fin de la dictée »

Plus de problème de gestion de licences

Les raisons de cette migration sont à la fois financières et organisationnelles. La gendarmerie table ainsi sur une économie annuelle de deux millions d'euros par an, réalisées principalement sur les licences. Mais il s'agit également de simplifier la

gestion de ses licences logicielles. «Nous avons un tel maillage d'établissements que veiller à la conformité de toutes les licences déployées est très complexe en terme d'administration.»

Avec OpenOffice le problème ne se pose plus. La suite est disponible gratuitement en téléchargement, quel que soit le volume, selon deux licences combinées: GPL (GNU General Public License) et GNU Lesser General Public License (LGPL).

Quand au passage des PC sous OS Linux, il n'en est pas question aujourd'hui, même si cela n'est pas exclu dans le futur. La gendarmerie, en revanche, a déjà approché la SSSL parisienne Linagora sur un autre projet open source.

«Nous sommes en contact avec la gendarmerie pour une éventuelle migration du client de calendrier, une des fonctions aujourd'hui assurée par Microsoft Outlook», indique un responsable de l'entreprise.

Trois ministères font de même

Le responsable de Linagora rappelle, par ailleurs, que d'autres projets autour d'OpenOffice sont déjà avancés dans l'administration. Le ministère de l'Équipement est ainsi en cours de migration vers la suite libre. Une opération qui concerne 55.000 postes et devrait être bouclée en 2006.

Le ministère de l'Intérieur propose également depuis 2002 à tous ses agents d'installer OpenOffice. D'ici à la fin de l'année, environ 50.000 postes devraient l'utiliser. Enfin, l'Administration des douanes a déjà équipé 16.000 postes tout comme le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, où 8.000 PC disposent d'OpenOffice.

«C'est désormais une tendance générale au sein de l'administration», commente pour *ZDNet*, un proche collaborateur du député Bernard Carayon. Cet élu UMP du Tarn est un des principaux promoteurs des logiciels non propriétaires au sein du parlement. «L'initiative de la gendarmerie nationale va, selon nous, dans le bon sens car elle permet une plus grande autonomie de ce corps d'armée», poursuit l'entourage du député.

«Par ailleurs, les logiciels à code source ouvert sont un gage de transparence. Tout simplement parce qu'il est possible de vérifier ce qu'il y a dans chaque ligne de code. Enfin, pour nous, ils limitent également le danger des failles de sécurité grâce à la vigilance de la communauté de développeurs», conclut-il.